

20 -10- 2003

21 -11- 2003

68570/w/306.

4

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 15 OCTOBRE 2003
RELATIVE AUX MOYENS DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES

Introduction

La présente convention est conclue en exécution de l'accord sectoriel 2003-2004 conclu au sein du secteur de l'assurance le 15 octobre 2003.

Elle s'inscrit notamment dans le cadre l'article 17 de la CCT relative au statut de la délégation syndicale⁸ qui prévoit que « la délégation syndicale peut sans que cela puisse perturber l'organisation du travail, procéder oralement ou par écrit, à toutes communications utiles au personnel. Ces communications doivent avoir un caractère professionnel ou syndical ».

Le développement des nouveaux moyens électroniques a conduit les partenaires sociaux à vouloir régler l'utilisation des moyens de communication électroniques par les représentants des travailleurs dans le cadre de leur activité syndicale.

La présente convention a dès lors pour but de déterminer les conditions d'utilisation des moyens de communication électroniques par les membres du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail et de la délégation syndicale et d'éviter les abus qui pourraient survenir dans leur utilisation.

Article 1 : Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances.

Article 2 : Principe général

Si dans le cadre de ses fonctions professionnelles, un membre du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou de la délégation syndicale dispose de moyens de communication électroniques, il pourra utiliser ceux-ci à des fins syndicales, à condition de respecter les règles d'utilisation existant (ou encore à établir) dans l'entreprise ainsi que dans la présente convention.

Le membre du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou de la délégation syndicale qui ne dispose pas d'un poste de travail équipé de moyens de communication électroniques, se voit octroyer un « user-id »⁹ personnalisé et un accès aisé à un PC (par exemple via celui organisé dans le local syndical, cf. article 5).

⁸ CCT du 5 décembre 1977, AR du 16 juin 1978, MB 22 février 1979, modifiée par la CCT du 11 juin 1987, AR du 11 décembre 1987, MB 5 janvier 1988.

⁹ Identifiant prenant la forme d'un code alphanumérique unique, qui est attribué à un utilisateur pour le distinguer des autres utilisateurs d'un système informatique.

Article 3 : Respect des règles existantes

La présente convention ne remet pas en cause les accords déjà conclus en la matière ou les prescriptions destinées au personnel actuellement en vigueur dans l'entreprise.

L'application de cette convention ne peut en aucun cas mettre en cause les règles de sécurité informatiques, de déontologie et d'utilisation des moyens de communication électroniques existant dans l'entreprise.

Ces règles sont d'application pour tous les travailleurs, y compris pour leurs représentants.

Les modalités concrètes des mesures de sécurité relatives à l'utilisation des moyens de communication par les membres du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail et la délégation syndicale sont à préciser au niveau de l'entreprise, et ce en fonction des règles qui y sont déjà d'application (ou encore à définir).

Article 4 : Utilisation à des fins syndicales

L'envoi massif de mails envoyés à des fins syndicales est interdit sauf si l'employeur en décide autrement.

Une entreprise peut décider de donner accès au personnel à un subweb syndical de l'intranet de l'entreprise. Le personnel se rend alors volontairement sur le site pour prendre connaissance d'une information syndicale ou de tracts syndicaux.

Article 5 : Accès à Internet

L'accès à Internet n'est justifié que par des raisons professionnelles. Pour autant que les disponibilités locales le permettent, un accès à Internet par organisation syndicale représentée dans l'entreprise et par siège d'exploitation, sera mis à disposition dans le local syndical ou dans les installations que l'employeur met à disposition, et ce pour des raisons inhérentes au fonctionnement des organes de concertation sociale.

Article 6 : Utilisation de bonne foi

Les membres du conseil d'entreprise, du comité pour la prévention et la protection au travail ou de la délégation syndicale s'engagent à utiliser les moyens de communication électroniques mis à leur disposition de manière responsable, prudente et de bonne foi.

Dans cet esprit, les parties conviennent notamment d' / de :

- assurer le respect de la législation (couverture des installations par des licences dûment acquittées) ;
- déployer tous les moyens possibles pour éviter d'introduire des virus informatiques, notamment par le biais de versions non officielles de logiciels (entre autres « gratuits ») ;

- permettre une évolution harmonieuse et sous contrôle des configurations (upgrades, comptabilité techniques, protection de ressources réseau...); et
- empêcher la congestion des systèmes (mails massifs, taille des attachments, etc).

Article 7 : Respect de l'organisation du travail

Les communications faites via des moyens électroniques par les membres du conseil d'entreprise, du comité pour la protection et la prévention au travail et de la délégation syndicale ne peuvent perturber l'organisation du travail (cf. introduction, article 17 CCT sectorielle relative au statut de la délégation syndicale).

Article 8 : Principe de confidentialité

Les communications faites via des moyens électroniques par les membres du conseil d'entreprise, du comité pour la protection et la prévention au travail et de la délégation syndicale ne peuvent servir à divulguer des informations confidentielles de l'entreprise. La notion de confidentialité correspond à celle prévue par l'Arrêté royal déterminant cette notion pour les informations divulguées en conseil d'entreprise (cf. A.R. du 27 novembre 1973).

Protection de la vie privée : l'accès de l'employeur au contenu des communications électroniques syndicales est déterminé de la même manière que les communications électroniques faites à des fins privées. L'employeur donnera des consignes spécifiques en cette matière aux responsables informatiques pour que le respect de cette confidentialité soit respecté.

Article 9 : Responsables de la communication

Les organisations représentatives des travailleurs s'engagent à donner aux membres des conseils d'entreprise, comités pour la protection et la prévention au travail et délégations syndicales, désignés ou élus sur les listes présentées par elles, les consignes requises en vue du respect des dispositions de la présente convention.

De plus elles désignent parmi leurs affiliés membres des conseils d'entreprise, comités pour la protection et la prévention au travail, des délégations syndicales, l'un d'entre eux qui sera responsable de la communication, et qui, à ce titre, veillera à assurer le respect de la présente convention dans l'entreprise.

Article 10 : Validité

Cette convention entre en vigueur le 15 octobre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de 3 mois. Ce préavis est adressé, par lettre recommandée, au Président de la commission paritaire des entreprises d'assurances.

Bruxelles, le 15 octobre 2003,

20-10-2003

21-11-2003

68570/00/306

4

COLLECTIEVE **ARBEIDSOVEREENKOMST** VAN **15 OKTOBER 2003** BETREFFENDE
HET GEBRUIK VAN ELEKTRONISCHE **COMMUNICATIEMIDDELEN**

Inleiding

Deze overeenkomst wordt gesloten ter uitvoering van het sectorakkoord 2003-2004 dat op 15 oktober 2003 in de verzekeringssector gesloten is.

Ze past met name in het kader van artikel 17 van de CAO betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging⁸, volgens hetwelk "de vakbondsafvaardiging mondeling of schriftelijke mededelingen mag doen welke nuttig zijn voor het personeel, zonder dat zulks de organisatie van het werk mag verstoren. Deze mededelingen moeten verband houden met het beroep of de vakbond".

Gezien de ontwikkeling van de nieuwe elektronische middelen hebben de sociale partners een regeling willen uitwerken voor het gebruik van elektronische communicatiemiddelen door de vertegenwoordigers van de werknemers in het kader van hun vakbondsactiviteit.

Deze overeenkomst heeft dan ook tot doel de voorwaarden vast te stellen voor het gebruik van elektronische communicatiemiddelen door de leden van de ondernemingsraad, het comité voor de preventie en bescherming op het werk en de vakbondsafvaardiging, en alle eventuele misbruiken bij het gebruik van die middelen te vermijden.

Artikel 1: Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Verzekeringswezen.

Artikel 2: Algemeen principe

Wanneer een lid van de ondernemingsraad, van het comité voor preventie en bescherming op het werk of van de vakbondsafvaardiging, in het kader van zijn beroepsfunctie, beschikt over elektronische communicatiemiddelen, dan kan hij deze gebruiken voor vakbondsdoeleinden, op voorwaarde dat hij de regels naleeft die in de onderneming bestaan (of nog moeten worden opgesteld), alsook de regels die in deze overeenkomst beschreven worden.

Het lid van de ondernemingsraad, van het comité voor de preventie en bescherming op het werk of van de vakbondsafvaardiging dat niet over een werkpost met elektronische communicatiemiddelen beschikt, krijgt een persoonlijke user-id⁹ en een vlotte toegang tot een pc (bijv. via het vakbondslokaal, cf. artikel 5).

⁸ CAO van 5 december 1977, KB van 16 juni 1978, BS van 22 februari 1979, gewijzigd door de CAO van 11 juni 1987, KB van 11 december 1987, BS van 5 januari 1988

⁹ Identificatie in de vorm van een unieke alfanumerieke code die aan een gebruiker van een informaticasysteem wordt toegekend om hem te onderscheiden van de andere gebruikers.

Artikel 3: Naleving van de *bestaande* regels

Deze overeenkomst doet geen afbreuk aan de reeds in dit verband gesloten overeenkomsten of aan de voor het personeel bestemde voorschriften die momenteel in de onderneming gelden.

De toepassing van deze overeenkomst mag in geen geval de in de onderneming bestaande regels betreffende de informaticaveiligheid, de déontologie en het gebruik van elektronische communicatiemiddelen in het gedrang brengen.

Die regels gelden voor alle werknemers, met inbegrip van hun vertegenwoordigers.

De praktische toepassing van de veiligheidsmaatregelen betreffende het gebruik van communicatiemiddelen door de leden van de ondernemingsraad, van het comité voor de preventie en bescherming op het werk en van de vakbondsafvaardiging moet worden vastgelegd op ondernemingsvlak, rekening houdende met de regels die er reeds gelden (of nog te bepalen zijn).

Artikel 4: Gebruik voor vakbondsdoeleinden

Het is verboden om massaal mails voor vakbondsdoeleinden te versturen, tenzij de werkgever daar anders over beslist.

Een onderneming kan beslissen om het personeel toegang te verlenen tot een onderdeel van haar intranet dat voor vakbondsdoeleinden kan worden gebruikt. Het personeel kan dus vrijwillig op de site kennis nemen van de vakbondsinformatie en van vakbondspamfletten.

Artikel 5: Toegang tot het Internet

De toegang tot het Internet is enkel toegestaan om professionele redenen. Voor zover de plaatselijke middelen dat mogelijk maken, zal één toegang tot het Internet per in de onderneming vertegenwoordigde vakbond en per bedrijfszetel ter beschikking worden gesteld in het vakbondsklokaal of in de installaties die de werkgever ter beschikking stelt en dit om redenen inhérent aan de werking van de sociale overlegorganen.

Artikel 6: Gebruik te goeder trouw

De leden van de ondernemingsraad, van het comité voor de preventie en bescherming op het werk of van de vakbondsafvaardiging verbinden zich ertoe de elektronische communicatiemiddelen die hen ter beschikking worden gesteld, te goeder trouw en op een verantwoorde en voorzichtige manier te gebruiken.

In die geest komen de partijen met name overeen om :

- de wetgeving na te leven (de installaties moeten gedekt zijn door gepaste licenties);
- allés in het werk te stellen om de kans op virusbesmetting, met name via niet-officiële softwareversies (waaronder de "gratis" versies), te voorkomen;

- de configuraties harmonieus en onder toezicht te laten verlopen (upgrades, technische compatibiliteit, beveiliging van netwerkgegevens...); en
- de overbelasting van de systemen te voorkomen (massaal versturen van mails, omvang van de bijvoegsels, enz.)

Artikel 7: Naleving van de arbeidsorganisatie

De mededelingen via elektronische middelen door de leden van de ondernemingsraad, het comité voor de preventie en bescherming op het werk en de vakbondsafvaardiging mogen de arbeidsorganisatie niet verstoren (cf. inleiding, artikel 17 sectorale CAO betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging).

Artikel 8: Principe van de vertrouwelijkheid

De mededelingen via elektronische middelen door de leden van de ondernemingsraad, het comité voor de preventie en bescherming op het werk en de vakbondsafvaardiging mogen niet worden gebruikt om vertrouwelijke informatie van de onderneming te verspreiden.

Het begrip "vertrouwelijkheid" stemt overeen met het begrip dat bepaald is in het koninklijk besluit dat dit begrip duidelijk vastlegt voor de gegevens die in de ondernemingsraad meegedeeld worden (cf. KB van 27 november 1973).

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer: de toegang van de werkgever tot de inhoud van de elektronische mededelingen die van de vakbonden uitgaan, wordt op dezelfde wijze bepaald als die tot de elektronische mededelingen voor privé-doeleinden. De werkgever zal de informaticahoofden hierover specifieke richtlijnen geven opdat dit vertrouwelijke karakter wordt geëerbiedigd.

Artikel 9: Verantwoordelijken voor de communicatie

De organisaties die de werknemers vertegenwoordigen, verbinden zich ertoe de leden van de ondernemingsraden, van de comités voor de preventie en bescherming op het werk en van de vakbondsafvaardigingen, die op de door hen ingediende lijsten aangewezen of verkozen zijn, de nodige aanwijzingen te geven voor de naleving van de bepalingen van deze overeenkomst.

Bovendien wijzen zij onder hun aangeslotenen die lid zijn van de ondernemingsraden, comités voor de preventie en bescherming op het werk en vakbondsafvaardigingen, een persoon aan die verantwoordelijk zal zijn voor de communicatie en die in die hoedanigheid zal toezien op de naleving van deze overeenkomst in de onderneming.

Artikel 10: Geldigheidsduur

Deze overeenkomst treedt op 15 oktober 2003 in werking en wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Elke ondertekenende partij mag deze overeenkomst opzeggen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden. Die opzegging moet per aangetekende brief

aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Verzekeringswezen meegedeeld worden.

[Handwritten signature]